

# Déclaration de Yaoundé de la Rencontre Mondiale des Paysans (6 au 11 mai 2002)

## DECLARATION DE YAOUNDE

Nous, 130 responsables paysans, indigènes et pêcheurs artisanaux des continents d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe, provenant de 36 pays, nous nous sommes réunis à Yaoundé au Cameroun : pour réfléchir et chercher des alternatives en s'appuyant sur l'agriculture familiale, les petits producteurs, les indigènes, les paysans, les pêcheurs face aux défis posés par l'actuelle globalisation néolibérale.

Nous avons choisi l'Afrique car il s'agit d'un des continents les plus touchés par les impacts négatifs de ce processus néolibéral, et parce qu'en Afrique se développe un réseau plein d'avenir d'organisations paysannes porteuses de propositions alternatives.

Pendant cinq jours intenses de travail nous avons échangé des informations, des expériences, et avons analysé, entre autres, les thèmes suivants:

- les impacts du modèle néolibéral dans chacun de nos continents,
- l'OMC et l'intégration régionale,
- la souveraineté et la sécurité alimentaire,
- la réforme de l'Etat et les pouvoirs locaux basés sur la démocratie participative,
- la privatisation du vivant promue par les multinationales,
- la nécessité de promouvoir une culture de la paix,
- et finalement la formulation de stratégies pour renforcer les organisations paysannes, la participation des femmes et des jeunes dans tous les pays.

### 1 – LES IMPACTS NEGATIFS DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE

Deux décennies après la mise en oeuvre des politiques néolibérales, nous pouvons mettre en évidence les points suivants:

1.1 Un accroissement de la misère dans chacun de nos continents, en particulier dans les zones rurales. Pour illustrer cette situation on peut noter que sur un total de 6 milliards d'habitants de la planète, 2,8 milliards vivent en dessous du seuil de pauvreté et 800 millions de personnes souffrent de sous alimentation.

1.2 La perte de la souveraineté et de la sécurité alimentaire et la détérioration de l'environnement dans la plupart des pays.

1.3 La tendance à imposer le marché comme unique politique agricole exclue les agricultures familiales tant au Nord qu'au sud et met en danger l'alimentation de la population. De la même manière que les paysans, les pêcheurs subissent la déréglementation, le pillage des ressources maritimes, les pollutions et la destruction de leurs moyens de vie, pour partie à cause de la technologie utilisée par l'aquaculture industrielle.

1.4 L'augmentation de la marginalisation politique, sociale et culturelle des paysans, des indigènes, des pêcheurs dans la prise de décisions concernant les politiques nationales et internationales. Le racisme et le mépris du troisième âge ont tendance aussi à augmenter. La diversité culturelle est moins acceptée.. L'inégalité entre l'homme et la femme, le travail des enfants se sont souvent accrus. Il n'existe pas de perspectives pour les enfants et la jeunesse. En même temps, il s'est développée une migration forcée de la campagne vers la ville et du sud vers le nord.

1.5 Les pays riches, notamment le G8, exhibent leurs richesses. Ils ont un contrôle absolu sur le marché des aliments et les utilisent comme un instrument de domination géopolitique. Au même moment, leurs gouvernements subventionnent sous différentes formes et de manière croissante leurs agricultures, au point qu'en l'an 2000, les subventions des pays de l'OCDE atteignent près d'un milliard de dollars par jour. Ainsi, les subventions directes représentent 38% de la valeur produite par chaque hectare.

1.6 Dans tout ce système international, la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC, dans certains cas, sont utilisés comme des instruments de chantage. La dette extérieure est utilisée pour obliger les gouvernements des pays pauvres ou en voie de développement à appliquer une politique libérale qui ne favorisent, en aucun cas, les agricultures familiales ni le développement de systèmes alimentaires durables.

1.7 La globalisation néolibérale a aggravé la violence comme expression des ambitions expansionnistes à travers de nouvelles stratégies de guerre.

## 2 – LES PAYSANS, LES PECHEURS ET LES PEUPLES RESISTENT AU MODELE NEOLIBERAL

Face à cette adversité:

2.1 Nous continuons à être le soutien principal de la sécurité alimentaire de nos peuples. Il faut rappeler que 60 et 75 % des aliments proviennent encore des petites structures familiales.

2.2 Nous sommes les gardiens des ressources naturelles, de la protection de l'environnement, de la diversité biologique et culturelle et de la solidarité ;

2.3 Nos exploitations agricoles familiales contribuent à maintenir la biodiversité. Les régimes alimentaires liés aux produits issus de ces exploitations agricoles sont le plus souvent porteurs d'une nourriture variée et de qualité laquelle aide à exercer le droit à une nourriture adéquate et contribue à une meilleure santé.

2.4 Dans la vie quotidienne nous forgeons des liens économiques politiques et sociaux à caractère solidaire dans le but d'un meilleur développement humain. Nous ne sommes pas seulement une source de résistance mais aussi une source de créativité pour la formulation pratique de propositions alternatives.

## 3 – CONSTRUIRE DES NOUVELLES PROPOSITIONS

Nous voulons une société équitable, interculturelle et solidaire qui permette un avenir pour nos jeunes et les générations futures. Ceci passe par une gestion adéquate de notre environnement, la consolidation permanente de nos organisations ainsi qu'une participation active et responsable dans la construction de la nouvelle société que nous désirons. A cette fin, paysans, indigènes et pêcheurs artisanaux, nous assumons la responsabilité de nous mobiliser et de construire des alliances avec d'autres acteurs de la société notamment les consommateurs sur la base des lignes stratégiques suivantes :

3.1 Nous les paysans, les indigènes et les pêcheurs artisanaux considérons que le monde n'est pas une marchandise. Nous déclarons et proposons que la terre, l'eau et la biodiversité soient considérées comme patrimoine de l'humanité:

a) Nous refusons catégoriquement le brevetage du vivant ;

b) Nous insistons pour avoir une recherche publique, centrée sur le besoin des populations, sous le contrôle des citoyens et non guidée par le profit;

c) Nous refusons les aliments génétiquement modifiés (OGM) car ce n'est en aucun cas une réponse aux besoins des populations. Ils constituent un énorme danger pour la biodiversité et un risque important pour la santé humaine.

d) Nous demandons:

- La ratification du protocole de biosécurité de Carthagène par le maximum de pays et le droit d'appliquer le principe de précaution par tous les peuples, un moratoire immédiat sur produits alimentaires génétiquement modifiés (OGM).

- Que soit inscrit dans les lois internationales la responsabilité des sociétés transnationales pour les pollutions biologiques, génétiques ou chimiques dans lesquelles elles sont engagées. D'autre part, ces entreprises doivent pouvoir être sanctionnées. Ceci implique la création d'un tribunal international sur les questions d'environnement et le respect du droit inaliénable des paysans de ressemer leurs semences et de promouvoir leurs savoirs traditionnels.

- La défense et la promotion des écosystèmes terrestres et maritimes durables.

e) Nous proposons de réaliser, durant le sommet de Johannesburg, une journée mondiale des semences et d'envoyer un grain de semence à chaque député, autorité publique pour leur rappeler que ces ressources constituent une partie du patrimoine de l'humanité.

f) Nous revendiquons le droit à la terre et à la gestion de territoires en particulier pour les paysans sans terre et les communautés indigènes, pour produire, créer des emplois et développer nos cultures. En ce sens, nous demandons avec force une réforme agraire intégrale, complète et structurée accompagnées de politiques agricoles et sociales adéquates.

g) La promotion des pratiques agricoles et maritimes durables et un contrôle communautaire des ressources naturelles et génétiques, leur donnant possibilité d'exercer un droit d'accès à celles-ci.

h) L'organisation et la promotion de lieux de concertation et de gestion pour exercer notre droit d'expression et de décision.

i) Le développement de stratégies de renforcement des organisations paysannes et de pêcheurs à tous les niveaux.

### 3.2 Construire des marchés équitables et solidaires

Nous exigeons des conditions d'équité, avec des marchés régulés, avec des prix réels, justes et rémunérateurs. Cela implique de nouvelles politiques macro-économiques, qui contribuent à la décentralisation et qui aient comme priorité le développement des marchés internes.

Dans le cadre de cette nouvelle politique économique, il faut impulser des politiques différenciées pour la petite agriculture familiale et la pêche artisanale.

### 3.3 Valoriser le caractère multifonctionnel de l'agriculture familiale et de la pêche artisanale en liant cet aspect à la souveraineté des peuples et à la valorisation des territoires et des espaces maritimes.

### 3.4 En face d'un projet de recolonisateur comme l'ALCA (Alliance de Libre Commerce des Amériques), nous proposons de renforcer des associations et intégrations régionales mais en leur donnant un caractère participatif, inclusif, démocratique équitable et interculturel. Nous refusons de leur donner seulement la dimension de traités de libre commerce.

### 3.5 Les ressources qui doivent couvrir le remboursement de la dette externe doivent être investies

dans le développement social, économique et environnemental de nos peuples. Nous refusons leur réinvestissement dans des stratégies de guerre.

3.6 L'OMC doit uniquement intervenir sur les règles de commerce international en respectant les droits de l'homme, le pacte des droits culturels, économiques et sociaux et les accords internationaux sur l'environnement. Nous refusons toute intervention de l'OMC dans les politiques internes des pays en matière d'alimentation, de politique agricole, de pêche et de brevetage du vivant. Nous demandons la fin des pratiques de dumping et l'application des principes de souveraineté alimentaire (voir le cahier de propositions internationales des paysans [www.apmmonde.com](http://www.apmmonde.com))

#### 4 – NOUS APPELONS NOS PEUPLES, NATIONS ET PAYS A S'UNIR POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE JUSTE ET SOLIDAIRE

4.1 Nous proposons aux organisations paysannes, d'indigènes, de travailleurs agricoles et de pêcheurs artisanaux de continuer à travailler ensemble face aux défis imposés par la globalisation néolibérale. Il s'agit de continuer les mouvements de Seattle, Millau, Washington, Prague, Genève ainsi que le forum sur la sécurité alimentaire organisée à la Havane en septembre 2001, l'assemblée de citoyens de Lille (décembre 2001), les Forums sociaux mondiaux organisés à Porto Allègre (Brésil). Nous projetons de suivre ce chemin pendant le sommet mondial de l'alimentation à Rome en juin 2002 et lors du sommet de Johannesburg en août 2002. Nous allons participer à la préparation et à la réalisation de la rencontre paysanne « Small Farmers Convergency » à Johannesbourg. En particulier, nous y valoriserons les résultats de la rencontre de Yaoundé: déclaration, cahier de propositions ( [www.apm-monde.com](http://www.apm-monde.com) )

4.2 Pendant la préparation et la réalisation de la rencontre de Yaoundé, nous avons ébauché un plan de travail afin de développer et de construire de nouveaux instruments, des projets à caractère international pour répondre aux nouveaux défis mondiaux. Ce plan de travail, sera discuté, dans une prochaine réunion, avec d'autres organisations internationales de paysans, indigènes, et de pêcheurs, de coopération internationale, bailleurs de fonds et des ONG avec lesquelles nous travaillons.

4.3 Nous invitons tous les secteurs organisés de la société civile, spécialement les consommateurs, les femmes et les jeunes à s'organiser et unir leurs efforts pour construire des chemins d'espoir.

4.4 Nous insistons sur la nécessité d'approfondir la démocratie en priorisant des politiques économiques et sociales centrées sur le bien être des peuples.

4.5 Nous demandons aux Etats de mettre en oeuvre les conventions et accords internationaux suivants :

- a. La déclaration universelle des droits de l'homme qui intègre le droit à l'alimentation.
- b. Le pacte international des droits économiques sociaux et culturels, lequel stipule, en particulier, que « en aucun cas un peuple ne peut être privé des moyens de subsistance »
- c. La Charte des droits et devoirs économiques des Etats, laquelle stipule que chaque Nation a le droit inaliénable de réglementer les investissements étrangers et d'exercer son contrôle sur l'ensemble des investissements.
- d. Les conventions de base de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et l'accord 169 qui reconnaît aux peuples:
  - Le droit de propriété et l'usufruit sur les terres qu'ils occupent traditionnellement.
  - Le droit de gestion de leur territoire et de leurs ressources naturelles.
- e. Nous demandons aux bailleurs de fonds et à la Coopération Internationale leur appui et leur accompagnement technique et financier pour la construction de projets, instruments et propositions

alternatives.

Pendant cette rencontre mondiale paysanne nous avons échangé nos expériences, luttes, savoirs, propositions et rêves de paysans, indigènes et pêcheurs. Les résultats de ces travaux nous renforcent et renouvellent la possibilité de globaliser l'espoir avec la conviction qu'UNE AUTRE AGRICULTURE, UNE AUTRE SOCIÉTÉ, UNE AUTRE INTÉGRATION, QU'UN AUTRE MONDE SONT POSSIBLES.

YAOUNDE, le 11 mai 2002

#### ORGANISATIONS PAYSANNES ET INDIGÈNES D'AMÉRIQUE LATINE.

CCP (Confederación Campesina del Perú).Peru

UAN (Union Agrícola Nacional) Paraguay

CONTAG (Confederación Nacional de Trabajadores en la Agricultura).Brasil

ANEC (Asociación Nacional de Entidades Comerciales) México

CIOEC.( Comité Integrador de Organizaciones Economicas y Comerciales) Bolivia

IPL (Intergremial de Productores Lecheros) Uruguay

MNAF(Mesa Nacional de Agricultores Familiares) Argentina

FENOCIN (Federación Nacional de Organizaciones Campesinas Indígenas y Negras) Ecuador

#### ORGANISATIONS PAYSANNES D'AFRIQUE

NOWEFOR (North West Farmers Organisation) Cameroun

CHASADDM (Cameroun)

RWDC (Cameroun)

BINUM (Cameroun)

Femmes sans Frontières (Cameroun)

UBANYM (Cameroun)

CAMVEG (Cameroun Vegetable Growers) Cameroun

FORCE Fédération des Organisations Rurales du Cameroun Economique (Cameroun)

CFPC (Conseil des Fédérations Paysannes du Cameroun)

CNOP CAM (Concertation Nationale des Organisations Paysannes au Cameroun)

CROWN (Gabon)

MPZS (Mouvement Paysan de la Zone Soudanienne) Tchad

COOPAF (Coordination des Organisations Paysannes de Fianga) Tchad

ALBI BIKOK (Tchad)

UNJPA (Union Nationale des Jeunes Producteurs Agricoles) Burkina

ANOPACI (Association Nationale des Organisations Paysannes de Côte d'Ivoire).Côte d'Ivoire.

AOPP (Mali)

SYCOV (Syndicat des Cotonniers et Vivriers) Mali

UJAK (Sénégal)

FNAGIE Fédération Nationale des GIE d'Éleveurs (Sénégal)

CNCR (Comité National de Concertation des Ruraux) Sénégal

MOORIBEN (Niger)

MVIWATA (Tanzanie)

ZFU (Zimbabwe Farmers Union).Zimbabwe

#### ORGANISATIONS PAYSANNES D'EUROPE

Collectif Vérité ESB (Encéphalopathie Spongiforme Bovine dite "vache folle") (France)

RAD (Réseau Agriculture Durable) (France)

LA UNIO (Unio d'agricultors i ramaders) (Espagne)

SOLIDARITES RURALES (Pologne)

ASSOCIATION "TREBESHINA" (association des petits fromagers) (Albanie)

ASSOCIATION DES PAYSANS PERMET (association des petits paysans de la région de Permet)  
(Albanie)

NFEA (National Federation of Ecological Agriculture) (Roumanie).

AGROECOLOGIA (Roumanie)  
Farmers Crisis Network (Grande Bretagne)  
ORGANISATIONS PAYSANNES D'ASIE  
APIT TAKO KMP (Philipines)  
Amitian Federation Peasant Women (Philipines)  
KMP (Kilunsang Magbubukid ng Pilipinas (Philipines))  
Hai Duong (Vietnam)  
Reseau APM Chine (Chine)  
ORGANISATIONS INTERNATIONALES DE PAYSANS ET DE PECHEURS  
COPROFAM (Coordinadoras de Organizaciones de Productores Familiares del Mercosur)  
Mercosur (America Latina)  
ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes ET DE Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest)  
Forum Mondial des Pêcheurs et des Travailleurs de la Pêche  
Mijarc (Mouvement International des Jeunesses Agricoles et Rurales Catholiques)  
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES:  
Centre des études Rurales (Albanie), réseau APM Afrique, Programme Fleuve Rouge (Vietnam),  
Conférence de la Jeunesse (Chine), Cerai (Espagne), Ciepac (France), Forum Agricultures PECO  
(Varsovie), IRAM (France), Canadel (Cameroun), Pelum (Tanzanie), Réseau APM Monde